EXCLUSIF USFP : LES 3 DISSIDENTS PARLENT

Le PDG Abdeslam Ahizoune

MAROC TELECOM LES SECRETS D'UNE PRIVATISATION

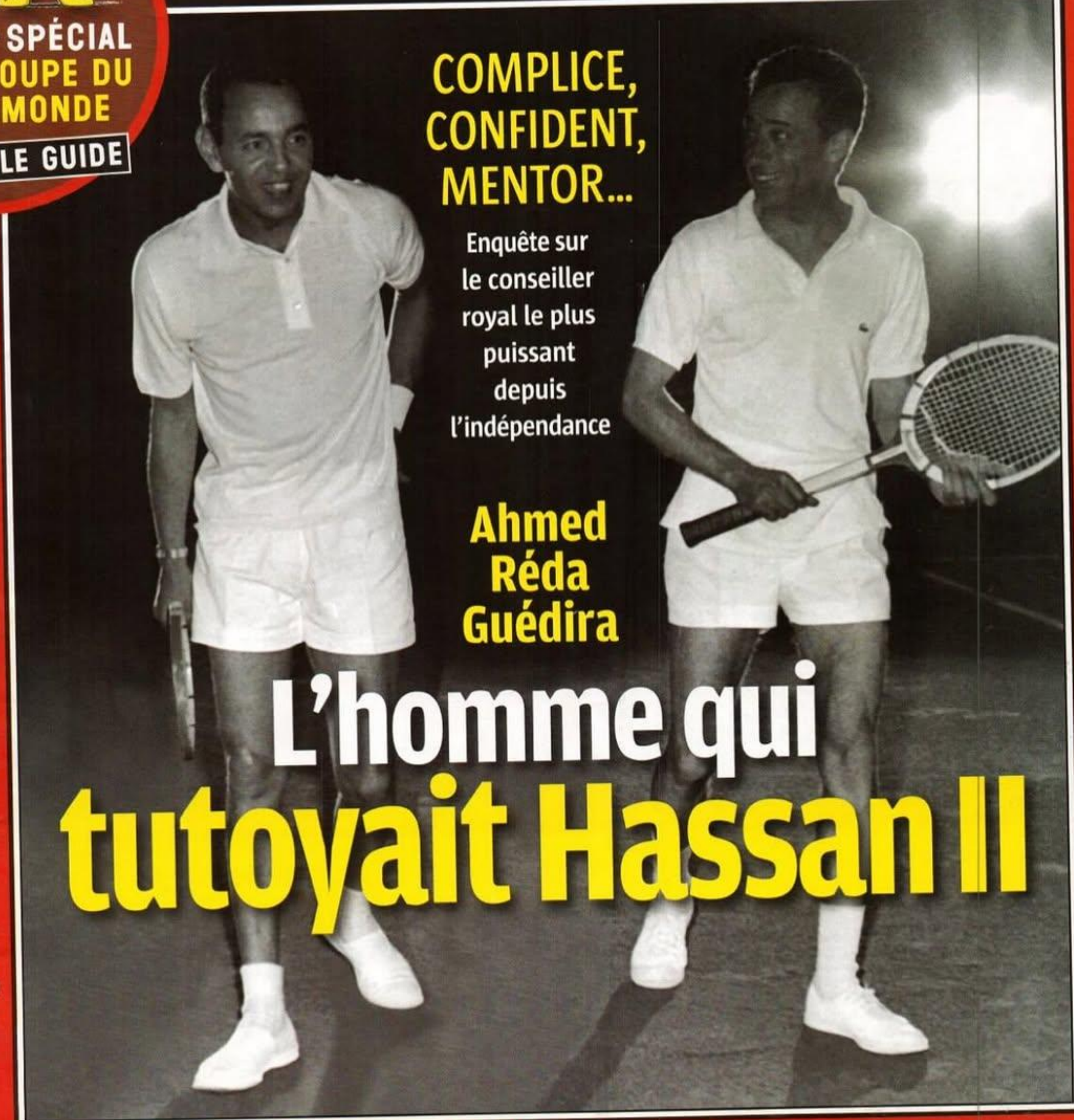
TELQUEL

LE MAROC TEL QU'IL EST

N°428. Du 12 au 18 juin 2010. 15 DH. 3 €

+ SPÉCIAL COUPE DU MONDE

LE GUIDE



COMPLICE, CONFIDENT, MENTOR...

Enquête sur le conseiller royal le plus puissant depuis l'indépendance

Ahmed Réda Guédira

L'homme qui tutoyait Hassan II

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION : AHMED R. BENCHEMSI

AHMED R. BENCHEMSI

Encore un signe...

Certains signes ne trompent pas. La récente conjonction d'attaques contre l'Association marocaine des droits humains (AMDH) en est un. Il y a d'abord eu, en fin de semaine dernière, cette étonnante sortie publique de Abbas El Fassi. Le Premier ministre s'en est violemment pris à *"cette minorité qui exploite les droits de l'homme pour défendre le séparatisme"*. Et d'ajouter : *"Il est honteux qu'une association reçoive une lettre de félicitations du Polisario – c'est une insulte pour le Maroc"*. L'AMDH n'était pas citée nommément, mais tout le monde a compris. Quelques jours plus tard, un certain Driss Radi, chef du groupe parlementaire conjoint RNI-UC, a lu en pleine séance de la seconde chambre un texte incendiaire visant l'AMDH – nommément, cette fois. Vite relayé par la MAP, Radi a déclaré : *"Ce qui s'est passé lors du dernier congrès de l'AMDH – des slogans séparatistes ont notamment été scandés – n'est qu'une instrumentalisation odieuse des nobles valeurs des droits de l'homme dans une vaine tentative de porter atteinte aux valeurs sacrées de la nation"*. En signe de protestation contre *"ces intolérables dérapages"*, l'honorable député a demandé une suspension de séance de 5 minutes. Le président lui en a accordé 10. A noter que la semaine précédente, *Achourouk*, organe de presse officieux du RNI, avait descendu l'association en flammes sur pas moins de 6 pages. Parmi une foule de titres incandescents, retenons-en deux : *"Pour qui roule l'AMDH ?"* et *"L'horrible silence gouvernemental et politique approfondit la blessure causée par des provocations sur des sujets sensibles"*. Eh ben ! Ils sont motivés, ces braves gens...

LE REFUS FORCENÉ DE LA DISSIDENCE, AUSSI INSIGNIFIANTE SOIT-ELLE, EST UN INDICATEUR DE DÉRIVE AUTOCRATIQUE. UN DE PLUS...

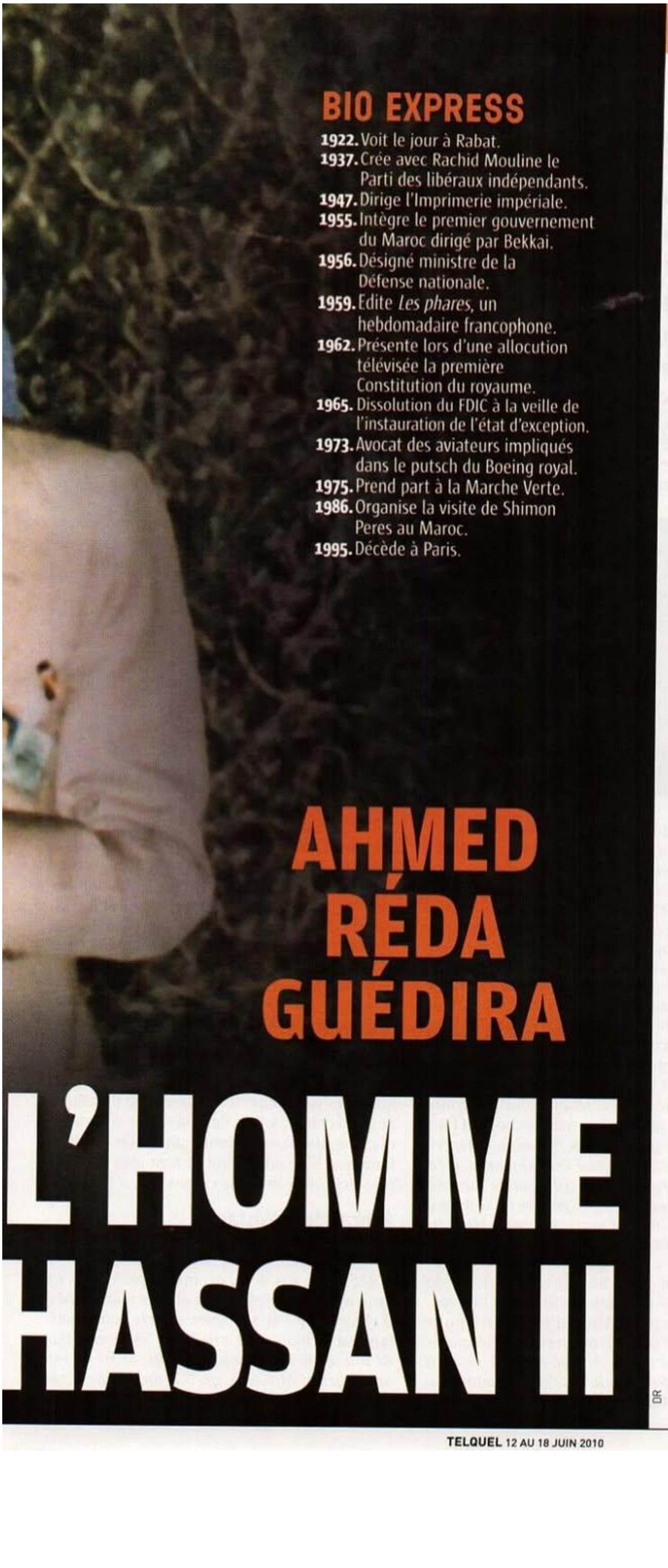
Ce soudain prurit patriotique n'est évidemment pas innocent. Le message est clair : l'AMDH est dans le collimateur du Pouvoir. Lequel, comme d'habitude, choisit d'attaquer par la bande en lançant ses relais habituels (Abbas, le RNI, l'UC, la MAP, etc.) à l'assaut. Lesquels, comme d'habitude, ne reculent pas devant le mensonge et l'amalgame. L'AMDH n'a évidemment jamais reçu de lettre de félicitations du Polisario, ni cette année ni les précédentes. Et en guise de "slogans séparatistes", le "pire" qui ait été scandé lors de ce fameux congrès est *"pas d'alternative à l'autodétermination* (des Sahraouis)*"*. Qu'une des tendances de l'AMDH s'accroche à l'idée de référendum au Sahara (démocratiquement combattue, d'ailleurs, par une autre tendance pro-autonomie) n'est absolument pas nouveau. Ce qui l'est, c'est que le Pouvoir, tout à coup, trouve cela insupportable.

Au fait, c'est qui, "le Pouvoir" ? Comme d'habitude, on ne sait pas. Sans doute une ou deux personnes tapies à l'ombre du Palais royal. En tout cas, le "la" officiel est donné. Après l'offensive rageuse contre la presse indépendante lancée mi-2009, et qui s'est traduite par des saisies et fermetures de journaux généralement illégales, voici venu le tour de la plus indépendante et courageuse ONG du pays. Sur un point, Abbas El Fassi n'a pas tort. Sur 30 millions de Marocains, l'AMDH et ceux qui la soutiennent sont en effet minoritaires. Tout comme le lectorat cumulé de la presse indépendante, qui ne pèse quasiment rien à l'échelle nationale. Raison de plus pour se poser la question : pourquoi les derniers refuzniks de l'ordre makhzénien sont-ils ainsi harcelés ? Non seulement il n'y a rien à craindre d'eux, vu leur influence plus que réduite, mais le Pouvoir – bien au contraire – aurait tout intérêt à les laisser s'exprimer librement, puisque cela lui conférerait – à peu de frais – une certaine onction démocratique...

Le refus forcené de la dissidence, aussi insignifiante soit-elle, est un signe de dérive autocratique – un de plus. C'est ainsi que cela a commencé en Tunisie, avant que cela ne tourne à la dictature grossière. Est-ce, à terme, le destin du Maroc ? Dieu tout puissant, donnez-nous des raisons de ne pas y croire... ■

Complicité. Une véritable amitié liait les deux hommes. Un lien qui durera plus d'un demi-siècle, avec ses hauts et ses bas.

QUI TUTOYAIT



BIO EXPRESS

1922. Voit le jour à Rabat.
1937. Crée avec Rachid Mouline le Parti des libéraux indépendants.
1947. Dirige l'Imprimerie impériale.
1955. Intègre le premier gouvernement du Maroc dirigé par Bekkai.
1956. Désigné ministre de la Défense nationale.
1959. Edite *Les phares*, un hebdomadaire francophone.
1962. Présente lors d'une allocution télévisée la première Constitution du royaume.
1965. Dissolution du FDIC à la veille de l'instauration de l'état d'exception.
1973. Avocat des aviateurs impliqués dans le putsch du Boeing royal.
1975. Prend part à la Marche Verte.
1986. Organise la visite de Shimon Peres au Maroc.
1995. Décède à Paris.

AHMED RÉDA GUÉDIRA

L'HOMME HASSAN II

DR

Monarchiste dévoué, libéral convaincu, juriste chevronné, il était le serviteur du palais le plus proche du roi défunt. Retour sur le parcours exceptionnel du conseiller le plus emblématique de l'ancienne ère.

PAR **FAHD IRAQI**

Paris, le jeudi 14 décembre 1995. Des versets coraniques s'élèvent dans les couloirs de l'hôpital Hôtel-Dieu. Ahmed Réda Guédira vient de rendre l'âme, après trois mois de lutte contre la maladie. Dans la capitale française, toute la diplomatie marocaine est alors à pied d'œuvre pour organiser le rapatriement de la dépouille du conseiller de Hassan II. Le lendemain, le gotha politique suit le cortège funèbre de Si Ahmed jusqu'au cimetière des Chouhada à Rabat. Le Maroc perd un grand commis de l'Etat et Hassan II l'un de ses plus fidèles compagnons. C'est tout le royaume qui est en deuil. Logique : Guédira a marqué l'histoire du royaume alaouite avant et après l'indépendance. Les rôles qu'il a joués au devant de la scène, comme dans l'ombre, sont aussi multiples que les casquettes qu'il a portées. Retour sur 73 ans d'une vie bien remplie.

De la médina au Méchouar

Ahmed Réda a poussé son premier cri en 1922, dans une maison traditionnelle de la médina de Rabat. Il n'a pas encore fait ses premiers pas quand son père, Thami, modeste commerçant, décède. Plus tard, sa mère, Fatima Benali, épouse son beau-frère : lui aussi vient de perdre sa femme. Au sein de cette famille

DR

Moyen-Orient. En plus des contacts fréquents avec Yasser Arafat, c'est Guédira qui a préparé la fameuse visite de Shimon Peres à Ifrane, en 1986.

Guédira a marqué l'histoire du royaume. Les rôles qu'il a joués, au devant de la scène comme dans l'ombre, sont aussi multiples que les casquettes qu'il a portées.

recomposée, Ahmed reçoit une éducation qui va lui ouvrir toutes les portes. Placé dès l'âge de 4 ans à l'école coranique, Guédira suit un cursus scolaire qui va le mener jusqu'au lycée Hassan II (lycée Gouraud, à l'époque), où il décroche son baccalauréat. Durant ses années d'école, il va côtoyer plusieurs personnages qui vont marquer sa vie à jamais. En tête, Mohamed Rachid Mouline. Fils du grand vizir des Habous, Mouline était aussi un militant réputé. Il est à l'origine de la première scission dans l'histoire des structures politiques marocaines : suite aux divergences nées entre les membres du Mouvement national, il a créé, en 1937, le Parti des libéraux indépendants (PLI). Une fascination et une admiration réciproques ont toujours uni les deux hommes. "*Mouline a repéré en Guédira une intelligence exceptionnelle, il l'a tout de suite pris sous son aile*", nous raconte Maître Mohamed Ziane, ex-gendre de Guédira.

Mouline et Guédira partagent une vision libérale de la lutte pour l'indépendance. La légende raconte même qu'ils se sont partagé le nom de Rachid Réda, un des réformateurs de l'islam, pour le rajouter à leurs prénoms respectifs (Réda pour Ahmed et Rachid pour Mohamed). "*En 1922, les prénoms composés n'étaient pas en vogue. Ahmed Réda ne pouvait pas être son prénom à la naissance*", admet ce membre de la famille Guédira.

En tout cas, c'est à travers Mouline et ses entrées au sérail que Guédira côtoie les personnalités gravitant autour du Sultan Mohammed Ben Youssef. L'un d'eux, le fqih Mohamed Regragui, instructeur au collège royal, est à l'origine de la première rencontre entre Guédira et Moulay Hassan dans le début des années 1940. "*C'était à Ifrane. Le fqih introduit (au palais) son ami Guédira pour une partie de cartes avec le futur roi du Maroc*", peut-on lire dans la biographie de Abderrahim Ouardighi consacrée à Ahmed Réda Guédira (*Le Soldat du libéralisme marocain*, éd. Arabian Al Hilal, 1996). Moulay Hassan et Ahmed Réda Guédira se revoient quelques mois plus tard à l'occasion du mariage de Rachid Mouline, dans la région d'Errachidia. Depuis, une véritable amitié lie les deux hommes. Une amitié qui durera plus d'un demi-siècle, avec ses hauts et ses bas…

Avocat des résistants

Pour le moment, le jeune Guédira doit poursuivre ses études. En ce début des années 1940, il décroche ses deux premiers certificats de droit à l'Institut des hautes études marocaines. Il choisit alors de s'envoler à Paris pour y parfaire sa formation de juriste. "*C'est avec l'aide de son oncle (et beau-père), mais aussi de son ami Rachid Mouline, qu'il a pu financer ses études*", raconte l'un de ses proches.

COMPLICITÉ

Mon ami le roi

Il appelait Hassan II "Sidna". Mais, en privé, il n'hésitait pas à le tutoyer. Guédira a toujours su dire à Hassan II ses quatre vérités en face sans tomber dans le lèse-majesté. **Son tact et son verbe diplomatique lui permettaient de s'adresser au roi d'homme à homme, que ce soit autour d'une de partie de 'touti' ou d'un Conseil des ministres.** Les exemples ne manquent pas. Quand, à la veille d'un sommet arabe présidé par Nasser, Hassan II hésite à se rendre au Caire, son "ami" Guédira lui rappelle poliment ses devoirs de roi : *"Vous êtes le roi du Maroc, il faut y aller"*. Quand, à l'occasion d'un discours au début des années 1980, Hassan II hésite à employer une formule, c'est vers Guédira que son regard se porte. Un détail qui n'a pas échappé, à l'époque, aux caméras de télévision...

Contrairement aux Basri, Dlimi ou Moulay Hafid Alaoui, le "collaborateur" Guédira était complice et quelque part ami de son maître : le roi. ■

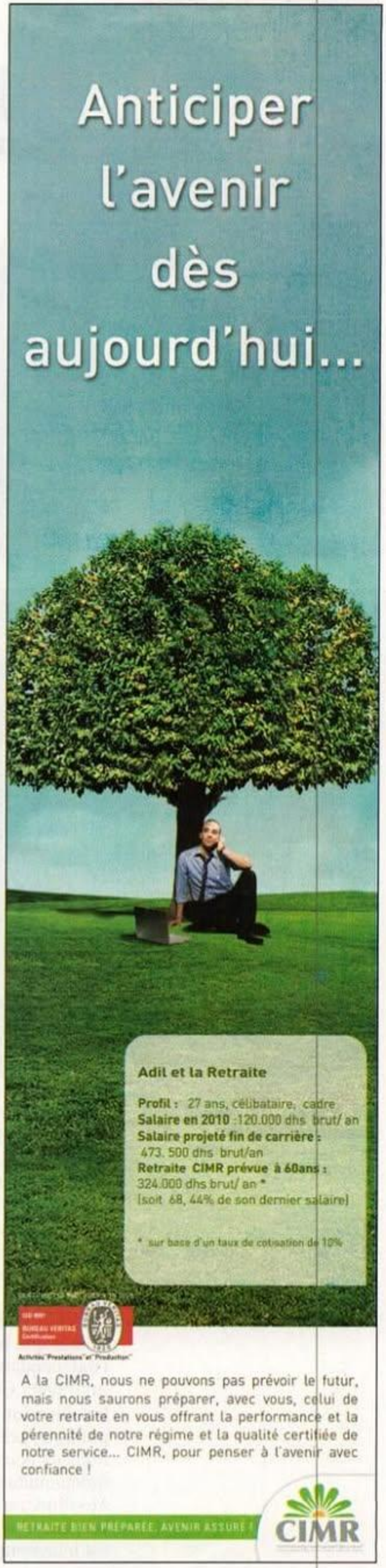
A Paris, Guédira croise l'amour de sa vie : Christiane Duval de Fontainebleau, la femme aux côtés de laquelle il finira ses jours. Quand il décide de rentrer au Maroc, son épouse le suit, avec leurs deux premiers enfants, alors en bas âge. Une fois à Rabat, le jeune homme se lance dans une carrière d'avocat. Il consacre le mémoire de son stage réglementaire à l'unification des tribunaux du Maroc. Son premier cabinet, ouvert rue du 18 juin, gagne rapidement le surnom de "cabinet des pauvres et des résistants". *"Aux côtés d'avocats français, il n'hésite pas à défendre les résistants qualifiés de 'terroristes' par les réquisitions du ministère public. Ce qui lui vaut l'estime et la considération des milieux nationalistes"*, écrit le politologue Mustapha Sehimi dans son livre *Guédira, fidélité et engagement* (éd. Publisud-Okad, 1996).

Ce n'est pourtant pas au sein du Mouvement national que Guédira reprend ses activités politiques. Il reste fidèle à son Parti des libéraux. Surtout que le leader Rachid Mouline est devenu très proche de Mohammed V. C'est lui, par exemple, qui a rédigé son célèbre discours prononcé à Tanger en 1947. Cette même année, Mouline est promu à de nouvelles fonctions, laissant vacant son poste à la tête de l'Imprimerie impériale. Pour lui succéder, il recommande bien évidemment son poulain, Ahmed Réda Guédira. Ce dernier va occuper pendant six ans cette fonction qui lui permet de consolider ses relations avec la famille royale. Mais, à la déportation de Mohammed V en 1953, Guédira rend son tablier de fonctionnaire pour revêtir à nouveau sa robe d'avocat. Une parenthèse avant d'entrer de plain-pied dans la gestion des affaires du royaume.

Négociateur de l'indépendance

La loyauté de Ahmed Réda Guédira envers la famille régnante et son cercle de proches s'avère payante. Nous sommes en 1955. Mohammed Ben Youssef et sa famille rentrent triomphalement d'exil, les résistants sortent des geôles et les négociations pour l'indépendance sont enclenchées. Ayant déjà montré dans les années 1940 des talents diplomatiques indéniables, Guédira est nommé par Mohammed V comme ministre d'Etat en charge des négociations franco-marocaines...dans le premier gouvernement du royaume. Naturellement, il fait partie de la délégation d'Aix-les-Bains, conduite par Moulay Hassan. Et il brille. *"Article par article, Guédira décortiquait le projet de protocole franco-marocain"*, écrit Ouardighi dans sa biographie. *"J'étais le seul à avoir travaillé mes dossiers"*, racontera Guédira lui-même, des décennies plus tard.

Guédira émerge du lot, au point même que ses détracteurs le félicitent à bord de l'avion qui ramène la délégation marocaine de France, avec le protocole d'indépendance dans l'attaché-case de Moulay Hassan. A l'atterrissage, une autre bonne nouvelle l'attend. Un messager vient lui annoncer que sa femme a accouché d'un garçon. *"Hassan II, qui était à ses côtés, lui a alors demandé de l'appeler Hakam (littéralement "arbitre"), en clin d'œil au rôle d'arbitrage que venait de jouer Guédira lors de cette mission*



DR

Diplomatie. Avec le roi Fahd Ibn Abdelaziz d'Arabie Saoudite.

DR

Homme de l'ombre. Toujours derrière son roi, Ahmed Réda Guédira a été le conseiller le plus écouté au sérail.

diplomatique", révèle un membre de la famille. Petite coquetterie du destin : Hakam, le benjamin de la famille, devient un passionné d'aviation et fait sa carrière en tant que pilote de ligne. "*Guédira n'a jamais rien imposé à ses enfants. Il les a toujours encouragés à faire ce qui leur plaisait en matière de choix de carrière*, poursuit notre source. *C'était un libéral, un vrai*".

Libéral hta l'moute

Sauf que les idées libérales, au lendemain de l'indépendance, ne font pas vraiment recette. Ahmed Réda Guédira et ses compagnons doivent batailler dur pour les défendre dans un contexte politique bouillonnant, marqué par les liquidations d'anciens opposants. Le Parti des libéraux indépendants, structure politique de Guédira et Mouline, ne fait pas vraiment le poids face à la puissance de l'Istiqlal. La base populaire du PLI est tellement insignifiante que la formation était perçue comme un hizbicule sans véritable historique de résistants. "*Guédira lui-même reconnaissait qu'il n'avait aucun brevet de bravoure nationaliste*", écrit Hamid Berrada, dans les colonnes de *Jeune Afrique* qui avait consacré en 1981 (déjà) sa couv' au "cas Guédira".

"*Mehdi Ben Barka ne cessait de railler le Parti des libéraux. Il répétait qu'ils pouvaient tenir leur congrès dans une Volkswagen, en référence à la voiture de Guédira*", peut-on lire dans le livre de Ouardighi. Mais Guédira et son hizb peuvent compter sur un allié de taille : le palais. Mohammed V et son héritier comprennent rapidement que le meilleur moyen d'affaiblir l'emprise du Mouvement national est d'élargir la sphère des collaborateurs. Guédira collectionne ainsi les portefeuilles ministériels dans les premiers gouvernements dirigés par des figures du Mouvement national, avec lesquelles il a peu d'affinités. Il consacre d'ailleurs toute son énergie à contrer les velléités de ses ennemis politiques, essentiellement istiqlaliens. L'une de ses premières responsabilités ministérielles est la Défense nationale. Il contribue alors activement, aux côtés du prince héritier, à fonder les Forces armées royales (FAR) pour s'affranchir des milices armées de l'Istiqlal, qui assuraient jusqu'alors l'ordre dans les villes. "*Guédira a établi le contact avec plusieurs membres de la résistance, notamment parmi l'Armée de libération de l'Atlas. Lahcen Lyoussi lui sera d'un grand appui dans cette tâche, mais c'est le docteur Abdelkrim Khatib qui était le véritable interlocuteur de l'Armée de libération*", écrit Ouardighi.

Au sein du gouvernement Balafrej, Guédira prend en charge le ministère de l'Information pour surveiller de près les intérêts de la monarchie. Il marque son passage par l'instauration du premier Code de la presse, réglementant à l'époque l'exercice de la fonction de journaliste pour les Français et les Espagnols installés au royaume. Cette expérience le mènera quelques années plus tard à fonder son propre journal francophone, *Les phares*. Le premier numéro, paru le 5 octobre 1959, est d'ailleurs présenté en priorité à Mohammed V. La publication de Guédira se montre critique vis-à-vis de l'action du gouvernement. Mais, surtout, *Les Phares* sera le porte-voix d'une vision politique que partagera Guédira avec son ami Moulay Hassan (qui y aurait même signé des articles sous pseudonyme) pendant de longues années.

Au service de Hassan II

Même loin du gouvernement, Guédira reste un membre influent du cabinet du prince héritier. Quand Moulay Hassan devient Hassan II, Si Ahmed est promu directeur général de son cabinet. En gros, son bras droit et son homme à tout faire. Guédira suit le monarque comme son ombre aux quatre coins du monde pour ses voyages d'affaires ou privés. Il partage ses parties de tennis, de cartes, de chasse. Des parties auxquelles sont généralement conviés d'autres proches conseillers, mais aussi des membres

FORTUNE

Un héritage litigieux

Tous ceux qui ont connu Guédira le répètent en chœur : *"S'il avait voulu s'enrichir, dix, cent fois plus, il l'aurait fait parce qu'il était censé parler au nom du roi et qu'il avait eu entre les mains beaucoup d'influence et de pouvoir"*. Pas immensément riche, donc, mais pas pauvre non plus, comme nous l'explique Maître Ziane, un proche parmi les proches. *"Il a fait fortune grâce à son travail d'avocat d'affaires. Il était également associé au prince Moulay Ali et il a investi dans le foncier à Témara, du temps où le terrain ne coûtait pas plus de 10 dirhams. Il était aussi conseiller et actionnaire du groupe ONA"*. Homme de pouvoir plutôt que d'argent, Guédira a fait la fortune de plusieurs hommes d'affaires. Parmi eux Joseph Marciano, Jeff pour les intimes, qui s'est retrouvé en litige avec les héritiers de Guédira au sujet de plusieurs propriétés. **Le plus célèbre conflit concerne ce terrain nu (12 ha) de la corniche de Casablanca, qui s'est transformé en feuilleton judiciaire rocambolesque.** Les plaintes (pénales et civiles) déposées par les héritiers Guédira contre Marciano avaient été rejetées par le Tribunal de première instance de Casablanca. Blanchi en décembre 2007, l'homme d'affaires a riposté en attaquant les enfants Guédira pour tentative d'escroquerie. Un procès gagné par Marciano en première instance : les héritiers de l'ex-conseiller royal ont été condamnés à 6 mois de prison avec sursis, avant d'être acquittés en appel (le 1er juin 2010). Mais pour l'avocat de la famille, Maître Ziane, le dossier n'est pas clos pour autant. *"Un jour ou l'autre apparaîtront des documents qui prouveront que ce terrain appartient bel et bien à Guédira"*. ■

de la famille royale avec lesquels Guédira tissera une solide amitié.

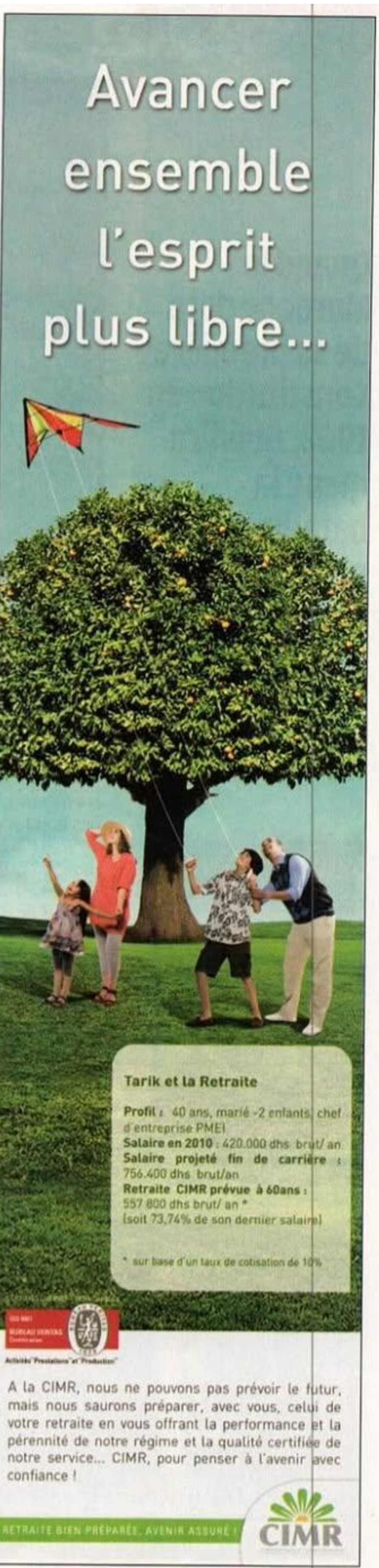
Mais l'homme veille surtout aux intérêts de Hassan II dans l'arène politique. Ainsi, quand le Maroc se dote de sa première Constitution en 1962, l'homme de confiance de Hassan II, en juriste chevronné, est aux aguets. Il mène la bataille pour que cette Constitution soit élaborée sous la supervision du palais, afin de préserver les prérogatives du roi. Il est hors de question de laisser la voie libre au Mouvement national qui veut instaurer le parti unique, alors en vogue dans les pays africains ou arabes, à peine décolonisés. *"Un article de la loi fondamentale qu'on appellera 'la clause Guédira' interdit explicitement le parti unique"*, précise Hamid Berrada dans *Jeune Afrique*.

Quand la Constitution aboutit, en 1963, à l'élection du premier parlement marocain, Guédira monte au front pour défendre encore une fois les intérêts de la monarchie. Sur les vestiges de son Parti des libéraux indépendants, il construit une nouvelle formation politique constituée de partis royalistes comme le Mouvement populaire. Le nouveau parti prend le nom de Front pour la défense des institutions constitutionnelles. C'est le fameux FDIC, dont le but est d'appuyer l'action du roi en lui donnant une assise populaire organisée. Très vite, le parti, qualifié déjà à l'époque de parti du Makhzen, devient la première puissance politique entre les deux chambres du parlement (69 députés sur 144 pour la première et 118 conseillers sur 120 pour la deuxième).

Moderniste avant l'heure

Défenseur acharné du pluralisme, Ahmed Réda Guédira milite aussi… pour certaines libertés individuelles. Ministre de l'Intérieur, il donne, par exemple, l'ordre à toutes les autorités de viser les passeports des juifs marocains qui désirent partir en Europe, en Israël ou ailleurs. Homme fort de l'émigration des israélites (avec la bénédiction de Hassan II), Guédira est souvent traité de pro-juif, surtout qu'il défend le maintien de l'hébreu dans les écoles marocaines. *"Nombre de ses amis sont des juifs marocains. Il était vraiment tolérant, ce qui est rare pour l'époque. Même dans sa vie privée, il n'a jamais obligé son épouse à se convertir à l'islam. Elle est restée catholique jusqu'à trois mois avant son décès, ce qui n'empêchait pas Guédira de faire sa prière tous les jours"*, affirme l'un de ses proches.

"Le journal Les Phares *évoquait souvent le libéralisme religieux. En 1963, quand 14 fonctionnaires de l'administration étaient accusés d'avoir été entraînés*



Quand le Maroc se dote de sa première Constitution en 1962, Guédira mène la bataille pour préserver les prérogatives du roi.

DR

Sécuritaire. L'avocat Guédira (blanc) a récusé la présence du général Dlimi (rouge) en tant que juge dans le procès des putschistes de 1972. Une plaidoirie qui a fait date.

Médias. En mars 1981, Jeune Afrique consacre sa couv' au "cas Guédira".

dans la secte des Bahaïyine et condamnés à des peines sévères, Guédira, avocat et journaliste, crie à l'intolérance religieuse", relate Ouardighi. Guédira aurait même convaincu Hassan II de gracier les détenus. Pas étonnant, sachant qu'il était l'un des hommes les plus écoutés par le roi.

"Il est le seul capable de résumer en quelques mots à l'intention du roi des dossiers complexes ou des situations alambiquées. C'est énorme quand on sait que l'agilité intellectuelle du roi n'a d'égale que son impatience", rapporte Hamid Berrada. *"Il avait un grand tact et savait trouver les réponses qu'il fallait. Quand il ne voulait pas contredire une décision de Hassan II, il lui sortait cette fameuse formule : 'Je ne vois aucun inconvénient à faire cela, mais je n'y vois aucun avantage non plus'"*, confie quant à lui Maître Ziane.

Il n'empêche que l'entente parfaite avec Hassan II traverse aussi des zones de turbulence. Exemple : en 1964, alors que le royaume projette déjà de créer la Cour spéciale de justice, un tribunal chargé de juger les fonctionnaires corrompus, Guédira exprime publiquement son opposition. *"Il considère ce projet néfaste. Il répétait qu'il y avait un arsenal de lois suffisant pour réprimer ce genre de crimes et que le Maroc allait apparaître de l'extérieur comme le pays de la corruption"*, écrit Ouardighi.

Cet épisode marque une première rupture avec le roi, puisque Guédira quitte dans la foulée son fauteuil de ministre des Affaires étrangères. En dehors d'un autre portefeuille ministériel (le Plan, en 1969), qu'il ne conservera que l'espace de six mois, il est peu à peu mis à l'écart de la gestion de la chose publique. Ses relations avec Hassan II ne sont pas toujours au beau fixe, et la situation politique du pays est complètement chamboulée. La proclamation de l'état d'exception en 1965, la montée en puissance du général Oufkir et l'affaiblissement du FDIC écarteront, pour plusieurs années, Guédira des affaires.

Messager. Ses talents diplomatiques indéniables ont fait de Guédira un émissaire privilégié de Hassan II (ici auprès du président François Mitterrand).

DR

La traversée du désert

L'éclipse, qui dure jusqu'en 1976, permet à l'homme de renouer avec son métier d'avocat. Guédira s'associe à Maître Beyssières, réputé pour être l'avocat attitré du roi. Ce qui était sans doute une manière de continuer à servir, même dans l'ombre, les intérêts de la monarchie. *"Guédira faisait beaucoup dans le droit des affaires à cette époque de marocanisation. Il était un grand spécialiste du droit foncier"*, nous explique Maître Ziane, qui a repris le premier cabinet de Guédira, situé dans le passage Souiri, à Rabat.

Bien entendu, et même en dehors des circuits officiels, Guédira reste proche du premier cercle de pouvoir. Il garde ses entrées. Un de ses meilleurs amis et associés n'est autre que Moulay Ali Alaoui, cousin germain de Hassan II. C'est

DU FDIC AU PAM

La filiation Guédira-El Himma

Comparaison n'est pas raison, mais un parallèle peut être établi entre les parcours des deux hommes. Guédira et El Himma ont connu les futurs rois dès l'adolescence, pour ne plus jamais quitter leur cercle d'intimes. Les deux hommes ont été "cabinards" avant d'occuper des fonctions ministérielles. Ils ont tous les deux quitté le gouvernement pour prendre part aux élections, en montant de toutes pièces

TNIOUNI
Fouad Ali El Himma

un parti aussitôt taxé de "parti du roi" et porté au triomphe électoral. **Le FDIC avait pour mission de contrer l'avancée du tandem I stiqlal-UNFP, le PAM se positionne surtout comme anti-PJD.** FDIC et PAM ont largement servi les intérêts conjoncturels de la monarchie. Même si le contexte des années 1960 et celui des années 2000 n'ont rien en commun. *"Le FDIC défendait directement le palais via les institutions constitutionnelles. Le PAM défend un projet de société, proche des vues de la monarchie"*, résume cet observateur politique. Quoique partie sur des bases record, l'aventure du FDIC avait tourné court. Le PAM risque-t-il de l'imiter ? ■

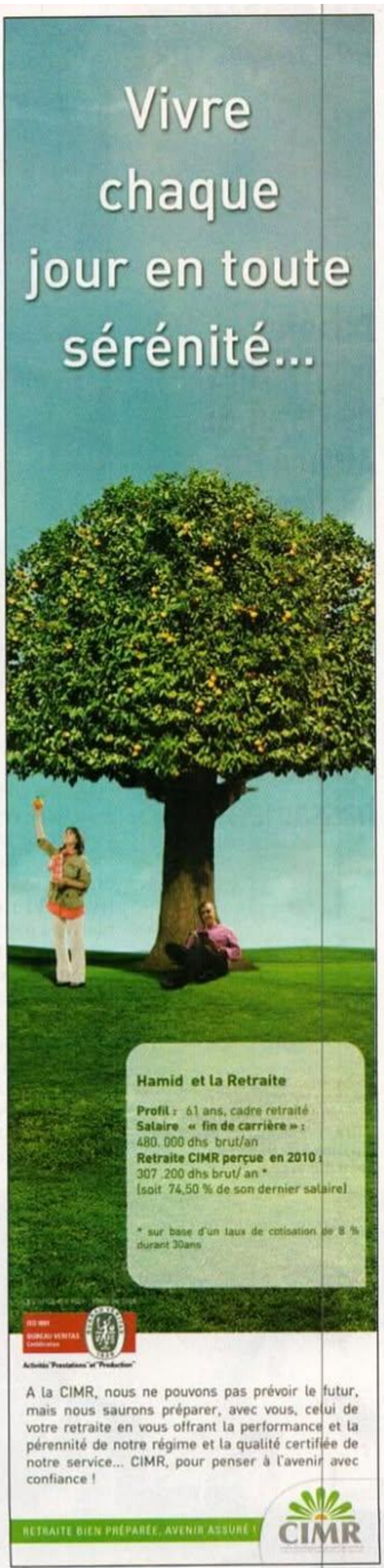
avec le même Moulay Ali qu'il quitte le palais de Skhirat ce fameux 10 juillet 1971, avant que le 42ème anniversaire de Hassan II ne tourne au massacre. *"Ils ont croisé le colonel Ababou (instigateur du putsch, ndlr) à la sortie du palais, qui les a salués avant d'ordonner à ses hommes de lever la barrière. Ils ont été surpris par le dispositif militaire, mais sans plus. En s'éloignant du palais, ils ont pris le bruit des rafales pour de simples feux d'artifice…"*, raconte Maître Ziane. Partis jouer aux cartes dans la maison du prince, Guédira et Moulay Ali apprennent ce qui s'est passé à Skhirat suite à un coup de téléphone de Lalla Abla, la reine mère. *"Certains de ses détracteurs ont voulu le faire passer pour un traître. Ils ont même raconté à Hassan II que Guédira a quitté le palais et salué Ababou juste avant la fusillade. Mais Si Ahmed avait un alibi en béton, en la personne même du cousin du roi"*, poursuit Maître Ziane.

Il faut dire que les relations entre Guédira et les puissants de l'époque sont assez conflictuelles. C'est le cas avec le général Ahmed Dlimi. Avocat prospère, Guédira est commis d'office pour le procès des aviateurs impliqués dans la tentative d'attaque du Boeing royal en août 1972. Dans sa plaidoirie, il récuse la présence de Dlimi en tant que juge, vu qu'il était à bord de l'appareil. *"Dlimi avait pris cela comme une attaque personnelle. Il pensait que Guédira lui en voulait et le tenait responsable de son implication dans l'affaire dite de La Panam"*, explique Maître Ziane. Le nom de Guédira avait, en effet, été cité par certains ministres impliqués dans une affaire de corruption touchant à l'importation de blé américain, dans le début des années 1970. L'épisode altère sérieusement la crédibilité de notre avocat. Au point que Hassan II, devenu méfiant, aurait commandé une enquête sur sa fortune personnelle. Mustapha Sehimi a eu accès à une fiche pour le moins détaillée des résultats de l'enquête : *"Le rapport réalisé après des mois d'investigations au Maroc et à l'étranger faisait état de deux appartements à Paris, achetés dans les années 1960, de la villa de Témara, achetée dans les années 1950 à un dirham le mètre carré, d'une somme de 5 millions de dirhams déposée en banque et de deux vieux immeubles à Rabat, en plus de terrains litigieux à Aïn Diab"*.

La confiance de Hassan II en son ancien ami finit toutefois par reprendre le dessus. Guédira reprend du service à la veille de l'organisation de la Marche Verte. Il est même envoyé comme émissaire chez le voisin algérien. C'est le signe que "Sidna" a définitivement passé l'éponge.

Si Ahmed is back

"Son profil, ses idées et ses convictions ne pouvaient que pousser à sa réinsertion dans le carré royal. Dans l'entourage de Hassan II, il était le chef de file des colombes (avec Osman en particulier), se distinguant des faucons



Dans les labyrinthes du sérail, Si Ahmed tire les ficelles pour façonner le milieu politique de manière à optimiser la "démocratie hassanienne".

DR

Voyages d'Etat. Dès les années 1960, Guédira a sillonné le monde avec Hassan II. Ici aux côtés de John Fitzgerald Kennedy.

(Dlimi, Basri, Moulay Hafid Alaoui) tant sur des questions de politique intérieure qu'étrangère", nous explique Mustapha Sehimi.

Mais le contexte de la fin des années 1970 ne ressemble en rien à celui des années 1950. Les rapports de forces entre le milieu politique et la monarchie ont évolué. Pour servir son roi, Guédira préfère cette fois-ci rester dans les coulisses. Plutôt que ministre ou zaïm d'un nouveau parti, comme autrefois, il s'en tient désormais au rôle de conseiller royal.

Dans les labyrinthes du sérail, Si Ahmed tire les ficelles dans l'ombre pour façonner le milieu politique de manière à optimiser la "démocratie hassanienne". La méthode est toujours la même, avec la création de formations politiques pouvant assurer une majorité parlementaire. L'incubation du Rassemblement national des indépendants (RNI) ou le lancement de l'Union Constitutionnelle (UC), lointaines répliques du FDIC des années 1960, sont l'œuvre du conseiller de Hassan II.

Guédira est surtout utilisé dans un domaine où il excelle. Ses talents de diplomate au verbe facile et précis font de lui un messager de haute importance pour Hassan II. C'est donc Guédira qui prépare, en 1986, la fameuse visite de Shimon Peres à Ifrane. Le conseiller œuvre aussi pour inscrire le Maroc dans un modèle économique libéral, avec le déploiement du Programme d'ajustement structurel.

Dans la vie de tous les jours, Guédira ne change surtout rien à ses habitudes personnelles. *"Il n'a pas déménagé de sa maison de Témara. Il déposait son chauffeur à Rabat avant de rentrer chez lui et il n'avait jamais de garde du corps"*, témoigne un membre de sa famille.

C'est à l'aube des années 1990 que les premiers signes de la maladie apparaissent. *"Nous étions dans un palace à Bagdad, avec Tarek Aziz (ancien chef de la diplomatie irakienne, ndlr) quand Guédira a eu une crise de toux aiguë. Il ne voulait pas pour autant lâcher sa cigarette"*, raconte Maître Ziane.

Malgré sa fébrilité, Si Ahmed reste actif aux côtés de Hassan II durant les dernières années de sa vie. Il contribue aux négociations avec les partis de la Koutla en 1992, un processus qui aboutira six ans plus tard à la désignation d'un gouvernement d'alternance. Il participe aussi aux tractations concernant le retour d'anciens opposants comme Fqih Basri. Guédira est surtout la cheville ouvrière du sommet de l'Organisation mondiale de commerce, conduisant aux accords du GATT (accord général sur les tarifs douaniers et le commerce) signés à Marrakech en 1994. Ce sera là son dernier coup de maître, son dernier coup de pouce à son compagnon (et maître), Hassan II... ■

Parlement. 1989. Au perchoir de la Première chambre, Si Ahmed lit une lettre royale, aux côtés de Daï Ould Sidi Baba et Saâd Alami (d.).

TNIOUNI